

Chronique du 6 au 19 septembre

Les impacts de la crise financière pour l'Amérique latine

Sommet du [groupe de Rio](#)

Les gouvernements sud-américains ont fait publiquement état de leurs frustrations lors du 12e sommet du groupe de Rio qui s'est tenu à Panama les 4 et 5 septembre. Le Mexique, le Brésil, l'Argentine et le Chili ont particulièrement été affectés par la tourmente qui agite les marchés financiers et boursiers depuis plus d'un an. Après avoir appliqué des plans d'ajustement fort sévères qui ont durement affecté leurs économies et le niveau de vie des populations, les pays d'Amérique latine ont le sentiment d'être laissés pour compte et d'être fort mal récompensés de leurs efforts par les grandes puissances économiques. L'effondrement de l'économie russe a eu des effets particulièrement violents en Amérique latine, en dépit de la bonne tenue générale des économies dans la région. Pour faire face aux sorties de capitaux, à la dépréciation de leurs monnaies et à la dégringolade des bourses locales, les autorités n'ont eu d'autre choix que de relever les taux d'intérêt et d'appliquer des mesures d'austérité d'urgence, au détriment de la croissance économique et du pouvoir d'achat. Le creusement du déficit de la balance des paiements courants est un autre sujet de préoccupation, particulièrement au Mexique où la dépréciation du peso semble avoir épuisé ses effets.

Dans leur déclaration finale, les membres du groupe de Rio ont fermement exhorté les pays du G7, les États-Unis en particulier, et les institutions financières internationales à prendre immédiatement des mesures pour restaurer la stabilité des marchés financiers et rétablir la confiance des milieux financiers. Ils font aussi état de leurs craintes de voir tous leurs efforts entrepris depuis dix ans pour libéraliser et adapter leurs économies à la globalisation entièrement réduits à néant par les effets d'une crise financière qui vient déstabiliser toutes les économies de la région. Cette forte déclaration contraste avec les déclarations antérieures. Elle témoigne aussi des inquiétudes grandissantes des autorités devant une situation économique et financière qui se dégrade rapidement et échappe totalement à leur contrôle.

Réunion du G 7

Les pays du G 7 ont répondu en partie à cette requête du groupe de Rio. Réunis lundi 14 septembre à Londres pour rencontrer le nouveau premier ministre de la Russie, Evgueni Primakov, et évaluer avec lui l'aide à apporter pour éviter l'effondrement du pays et le défaut de paiement de la dette extérieure, les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales des pays du G 7 ont jugé bon d'émettre un communiqué commun où ils font état des risques financiers majeurs qui pèsent actuellement sur l'économie mondiale ainsi que de leurs préoccupations "à l'égard de l'ampleur des retraits de capitaux généralisés qui ne prennent pas en compte la diversité des perspectives économiques et les progrès significatifs qui ont été réalisés dans de nombreux pays". Écartant toute hausse des taux d'intérêt dans un avenir proche, ils ont aussi réitéré leur engagement à "soutenir la coopération internationale pour aider les pays qui ont été atteints par les développements récents sur les marchés financiers", tout en mettant en garde les pays concernés contre toute action unilatérale concernant la dette et toute politique qui s'écarterait des lignes de conduite définies par le FMI et la Banque mondiale.

Ce communiqué a été largement interprété par les observateurs comme un refus, pour le moment, d'une action coordonnée concernant les taux d'intérêt mais d'un engagement à aider les pays latino-américains si la tourmente financière devait toucher la région de plein fouet.

Réaction des États-Unis

Les États-Unis sont de plus en plus inquiets devant la tournure des événements sur les marchés financiers internationaux. Par plusieurs porte-parole à la fois, dont le président Clinton, Robert Rubin et

Allan Greenspan, ils ont appelé leurs partenaires à soutenir de concert la croissance économique mondiale et renforcer la coopération internationale dans ce sens. Alors qu'il y a un an, le FMI prévoyait que la croissance de l'économie mondiale serait de 4,25 % pour 1998, l'organisme a baissé de moitié ses chiffres pour l'année en cours, estimant que celle-ci serait tout au plus de l'ordre de 2 %. Jamais depuis la Guerre les conjonctures économiques n'auront été aussi désynchronisées entre les trois grandes régions économiques du monde. Alors que la croissance économique se ralentit aux États-Unis, le taux de croissance du PIB devant atteindre 2,9 % en 1998 contre 3,8 % l'année dernière, elle s'accélère à l'intérieur de l'Union européenne, où elle devrait atteindre 2,8 % en 1998. Le Japon, quant à lui, s'enlise dans la récession et il est confronté à une crise à la fois financière (faillites bancaire, resserrement du crédit, pertes en Asie) et politique qui le paralyse.

Toutefois, c'est la situation en Amérique latine qui semble pousser les États-Unis à agir. Les banques américaines ont des engagements dans la région qui s'élèvent à plus de 70 milliards de dollars et les États-Unis semblent craindre par dessus tout le renouvellement du scénario de crise des années 1980. Le Brésil, tête de file des pays de la région, se débat pour éviter la dévaluation du real et enrayer les sorties de capitaux et la chute des cours boursiers. Évaluées à 74 milliards de dollars en juillet, les réserves de devises sont tombées à moins de 50 milliards de dollars. À l'approche de l'échéance électorale des 4 et 25 octobre prochains, le contexte n'est guère propice à l'adoption de mesures draconiennes pour rétablir l'équilibre extérieur et celui des finances publiques. Les mesures à prendre ne peuvent qu'être impopulaires et ses effets sur la croissance économique et l'emploi ne peuvent être que très négatifs. En outre, le Brésil n'aurait d'autre choix que de se tourner vers le FMI, de même que vers les États-Unis pour trouver les appuis financiers nécessaires, ce qui ne peut qu'affaiblir la position forte qu'elle défend dans le dossier des négociations commerciales des Amériques. Rappelons que celles-ci ont débuté récemment, mais dans un climat politique difficile et dans un contexte de turbulences financières qui ne sont pas de meilleure augure.

Comme le démontrent les indicateurs suivants, la crise financière qui a commencé en Asie à l'été 1997 affecte sérieusement les pays de la région. Rappelons qu'après la crise du peso mexicain à la fin de 1994, les économies latino-américaines commençaient à peine à reprendre leur envol lorsque la crise asiatique a frappé la région à l'automne 1997. Notons particulièrement les effets de celle-ci sur la croissance du PIB et la balance commerciale surtout en ce qui concerne le Chili, plus dépendant du commerce avec l'Asie. Soulignons aussi que la dégradation de la crise depuis le mois dernier n'est pas reflétée dans ces chiffres. On peut s'attendre à une aggravation de la situation suite à la hausse importante des taux d'intérêt et celle du coût d'emprunt pour les gouvernements (différence demandée par les investisseurs par rapport aux taux des bons du Trésor américain).